

LA COORDINADORA

L'EXPÉRIENCE DU SYNDICALISME DE BASE À BARCELONE DANS LES ANNÉES 80

La lettre qui suit, envoyée de Barcelone à Londres, est à replacer dans le contexte de l'époque : celle qui sanctionna, malgré les multiples tensions et même des poussées de révolte aussi profondes que celle de Vitoria, la victoire de l'Etat démocratie, succédant au franquisme, devenu obsolète comme mode de domination. Vu les traditions libertaires encore vivaces, l'Espagne apparaissait alors comme le seul pays d'Europe dans lequel le syndicalisme révolutionnaire avait quelques chances de ressusciter. L'histoire de la Coordinadora des dockers espagnols, dernière tentative de maintenir en vie l'esprit des assemblées surgies à la fin des années 70, prouva que la page héroïque était tournée. En quelques années à peine, l'association des dockers espagnols passa, non sans être confrontée à la résistance de poignées de dockers résolus, du syndicalisme de base au syndicalisme habituel, à peine masqué, au niveau du langage, par quelques références à l'idéologie assembléiste en déroute. •



Me voici de nouveau à Barcelone, après près de dix ans d'absence, et j'y séjourne depuis quelques mois, pour y renouer d'anciennes relations bien distendues aujourd'hui et aussi pour en tisser de nouvelles, entre autre du côté de la Coordinadora Estatal de Estibadores (la coordination des collectifs de dockers espagnols) qui tente de revitaliser, en quelque sorte, le syndicalisme d'esprit libertaire qui a tellement marqué les luttes de classes en Espagne.



Au regard des gardiens du temple de la CNT qui, pour l'essentiel, gèrent jalousement l'héritage de la révolution espagnole et qui, en réalité, se distinguent à peine, par leurs objectifs et leurs moyens, du syndicalisme le plus traditionnel, la Coordinadora apparaît comme quelque chose de dynamique. Disons comme l'ultime tentative de fédérer les collectifs de dockers basés sur les luttes effectives qui perdurent dans les ports espagnols, y compris de façon violente, alors même que les assemblées, qui surgirent des luttes révolutionnaires de la fin du franquisme et dont ils sont les héritiers, ont

disparu et ont été absorbées par le syndicalisme officiel.

Ceci dit, les côtés dynamiques de la Coordinadora, la lecture de son journal, que tu réceptionne à Londres, et la solidarité active qu'elle a apporté aux mineurs anglais au cours de leur dernière grande grève, en particulier en boycottant les transporteurs de charbon qui transitaient par les ports espagnols à destination de la Grande-Bretagne, t'amènent à ne pas voir les limites qu'elle possède et les illusions qu'elle engendre : à savoir, la possibilité de reconstruire à l'échelle mondiale, à partir de la base d'appui constituée par Barcelone, le syndicalisme de classe d'antan, du moins tel que l'imaginaient, par exemple les syndicalistes libertaires d'Anvers aux lendemains de la Première Guerre mondiale. Syndicalisme basé sur le combat mené par des collectifs de dockers à travers le monde et sur la solidarité envers tous les autres prolétaires luttant contre le capitalisme mondial.

Or, à l'époque, l'Internationale syndicale révolutionnaire des gens de mer n'a pas vu le jour et, vu la décomposition générale des

« communautés de classe » à laquelle nous assistons, « communautés » qui étaient à la fois la base et le résultat des « combats de classe », la tentative de réchauffer le cadavre risque bien de tourner à la caricature. Les leaders de la Coordinadora à Barcelone, du moins les plus révolutionnaires d'entre eux, extrapolent à partir de la situation particulière de l'Espagne et croient qu'il y a de part le monde, dans bon nombre de villes portuaires, des potentialités identiques à celles qui perdurent encore en partie ici.

Pourtant, le dernier congrès international des organisations de dockers, qui s'est tenu à Barcelone sur proposition de la Coordinadora, leur a bien montré la dure réalité : les résolutions du congrès, à supposer même qu'elles ne restent pas lettre morte vu le nombre de syndicalistes assis et rassis présents, prenaient acte de la modernisation accélérée des zones portuaires, y compris en Espagne, affirmaient la nécessité de défendre « coûte que coûte » le statut des dockers, mais ne tranchaient pas au niveau du « choix des moyens de lutte ». Les bonzes CGT de Marseille n'en demandaient pas plus ! Bien entendu, les chefs de la CNT dénigrent la Coordinadora, non pas à cause des faiblesses qu'elle recèle, mais parce qu'elle leur fait de l'ombre. Dans leur âme modeste, ils pensent être le nombril et la référence privilégiée de l'ensemble des prolétaires, dockers compris, qui bougent en

Espagne. D'où leurs aigreurs d'estomac lorsqu'ils sont confrontés à des tentatives d'association, même limitées, qui échappent à leurs mains débiles.



Pour en revenir à *La Estiba*, elle ne reflète que très partiellement les positions de l'ensemble des collectifs de dockers en Espagne. Car les articles les plus radicaux sont en réalité rédigés par les membres de la revue *Etcetera* de Barcelone, très proche du communisme des Conseils. De plus, dans les numéros de *La Estiba* que j'ai lus, ils n'apparaissent pas comme des contributions individuelles mais comme l'expression générale de la position des collectifs de dockers espagnols. Or, le fait que ceux-ci les acceptent, parce qu'ils sont insérés entre des textes sur la modernisation des zones portuaires, des reportages sur des grèves en Espagne et ailleurs, des compte rendus d'assemblées locales, etc., qui les intéressent bien plus, ne signifient pas qu'ils partagent les positions les plus radicales.

Dès que l'on rencontre les dockers eux-mêmes, dans les assemblées de la Coordinadora, dans les cafés du quartier de la Barceloneta, où ils vivent en majorité, etc., on saisit que, entre la représentation avantageuse des aspirations des membres des collectifs que donne le journal et la réalité, il y a

beaucoup de décalage. Bon nombre même, parmi ceux que je rencontre, avouent avec franchise ne même pas lire les articles en question ! Parfois, ils ironisent sur les littérateurs qui les rédigent au nom de la Coordinadora alors qu'ils n'expriment que leur propre position. Par l'intermédiaire de *La Estiba*, *Etcetera* tente de faciliter la cristallisation de tendances révolutionnaires potentielles au sein des collectifs, mais sans les heurter au nom de la tradition conseilliste qui veut que l'ensemble des individus qui participent à l'assemblée souveraine doivent en principe avancer ensemble et que la moindre tentative de créer quelque autre forme d'association plus radicale et plus active est à déconseiller parce que, dans la situation actuelle, minoritaire. De ce fait, *Etcetera* n'arrive qu'à donner des apparences de radicalité à ce qui ne l'est pas.



Tu me diras que l'exemple de *La Estiba* n'est pas représentatif puisque, justement, la base de la Coordinadora est constituée par les assemblées des dockers, lesquels, lors de la transition démocratique en Espagne, refusèrent le compromis de classe inclus dans le pacte de la Moncloa, rejetèrent les syndicalistes qui l'acceptaient, et formèrent la

Coordinadora pour continuer à combattre. Tu diras sans doute aussi que les assemblées n'excluent pas les discussions générales en leur sein, y compris sur les questions sensibles qui fâchent. Certes, la « démocratie directe » constitue la loi des lois de la Coordinadora, inscrite au fronton des programmes, manifestes et résolutions des congrès barcelonais. Et le dernier carré des partisans du communisme des Conseils y voit l'alpha et l'oméga de l'autonomie de classe. Les assemblées de dockers sont certes souveraines mais, en soi, la souveraineté ne donne aucune indication sur les raisons pour lesquelles ils les constituent.

A l'usage, je peux t'affirmer que, même pour discuter, il vaut mieux fréquenter les bars de la Barceloneta, le quartier où vivent pas mal de dockers, que les assemblées, en particulier les assemblées générales convoquées à la Maison du marin où les délégués des collectifs locaux écoutent les discours des leaders. Leaders qui sont officiellement révocables à volonté mais de plus en plus inamovibles, et qui sont épaulés par des conseillers qui prennent de plus en plus de place au fur et à mesure que la question de la sauvegarde des conventions collectives prend le pas sur le reste. Enfin, nous savons, lorsque l'on analyse les expériences des révolutions, y compris en Espagne, que la souveraineté, principe propre à l'Etat moderne, est la meilleure façon de subor-

donner les formes d'associations que les individus constituent à des chefs qui parlent et agissent en leur nom et finissent même parfois comme hommes d'Etat. Voir l'expérience de la CNT en 1936 !

Dans la Coordinadora, la forme, en apparence antagoniste avec la hiérarchie syndicale traditionnelle, et l'absence de bureaucratie rémunérée ne doivent pas nous faire oublier la question du contenu. Les collectifs qui en constituent la base sont certes combatifs, mais pour la majeure partie d'entre eux, ils veulent en priorité défendre leurs salaires et leurs modes d'organisation en équipes, de type autogestionnaire, qui perdurent encore en partie dans les zones portuaires espagnoles, bien plus qu'ailleurs en Europe. La démocratie, pour eux, est donc synonyme d'autogestion de leur propre travail.

En ce sens, ils ne dépassent pas les limites des anciennes « communautés de classe », pour qui la révolution signifiait la suppression de la domination de classe par la remise du capital aux mains des travailleurs associés. Vu les traditions libertaires en Espagne, elle prend plus la forme de l'autogestion que de la création de l'appareil centralisé de gestion à la mode marxiste. Mais, même les plus révolutionnaires des dockers, en infime minorité, y compris à Barcelone, conçoivent l'activité dans la société qu'ils appellent de leurs vœux comme la simple

généralisation de ce qu'ils organisent déjà dans les zones portuaires.



De telles formes d'organisation du travail par les travailleurs eux-mêmes sont contradictoires : ils reconnaissent le travail salarié comme leur base mais, en même temps, ils refusent la concurrence et la hiérarchie qui lui sont inhérentes. Bien sûr, ils cherchent à en faire le moins possible ! Par exemple, les collectifs répartissent la charge de travail entre leurs membres de façon identique, en termes de temps, afin que les salaires le soient aussi mais dans la mesure où des travailleurs sont plus qualifiés que d'autres, simples manœuvres, ils acceptent l'idée de l'échelle salariale. Leur « à travail égal, salaire égal » ne signifie rien d'autre. De même, les fonctions des chefs d'équipe qu'ils sont censés désigner ne sont, en principe, que techniques. Sauf que, en réalité, ceux-ci jouent de plus en plus le rôle de relais des donneurs d'ordre, les sociétés portuaires.

Evidemment, lorsque l'on travaille, mieux vaut le faire ainsi, de façon tant soit peu solidaire, que dans le cadre de la guerre de tous contre tous où tous les coups sont permis et où les ordres de la hiérarchie sont exécutés sans broncher. Il n'empêche que, de ce fait,

les collectifs en restent à la défense du mode de travail presque artisanal et corporatif qui a perduré plus longtemps dans les zones portuaires en Espagne qu'ailleurs.

Drôle de paradoxe pour le capitalisme et l'Etat que bon nombre de ces lieux d'échanges essentiels au commerce mondial soient restées en partie en situation de « soumission formelle au capital », pour parler comme Marx ! Mais la page déjà tournée ailleurs est en passe de l'être aussi en Espagne. A Barcelone en particulier, « la soumission réelle au capital » est à l'œuvre depuis longtemps, sur fond de modifications en profondeur de la zone portuaire, via l'automatisation du processus de travail, et les collectifs de travail traditionnels des dockers sont en cours de liquidation. Ironie de l'histoire : ce que le franquisme n'avait pas vraiment touché est désormais remis globalement en cause par les hérauts de la démocratie au nom de la modernisation de l'Espagne et de l'intégration dans l'Europe.



En Espagne comme ailleurs, les prolétaires des villes portuaires sont confrontés de plein fouet, non seulement à la modification de l'organisation de leur travail, mais aussi à celle des quartiers proches qui avaient été construits autour de lui et qui constituaient leur base arrière, telle La

Barceloneta. Simultanément, ils sont confrontés à ce qui constitue, à mes yeux, l'une des principales limites des « communautés prolétariennes », à savoir que les individus n'existent que comme membres de la classe du travail qui, en même temps, est prétendument porteuse de son dépassement, à travers les formes d'organisation de masse qu'elle crée, à condition qu'elle en prenne le temps*. Mais le temps travaille contre elle, à Barcelone comme ailleurs, et il est en faveur du capital qui modernise à tour de bras les villes portuaires et qui sape les bases mêmes des « communautés », lesquelles sont de plus en plus acculées à la défensive en raison, entre autres choses, de leurs propres limites intrinsèques.

C'est la raison pour laquelle, tout en reconnaissant les côtés dynamiques qui peuvent exister dans les collectifs de dockers, je suis beaucoup moins optimiste que toi. Je crains même que la Coordinadora, dont les leaders les plus en vue m'inspirent de plus en plus de méfiance, devienne dans peu de temps, le syndicat des dockers qui participera, à l'image de tous les autres syndicats en Espagne, à la liquidation définitive de la vieille « communauté de classe ». ●

**Tony,
Barcelone, été 1987**

NOTES

* Peu de temps après mon arrivée à Barcelone, par l'intermédiaire de *Etcetera*, j'ai rencontré l'un des collectifs de dockers du port, qui m'invita donc à participer à l'assemblée générale de la Coordinadora, tenu le lendemain dans les locaux de l'ex-OTP, l'union corporatiste de la zone portuaire à l'époque du franquisme. Voilà qui me changeait agréablement des assemblées syndicales en France. Mais, hélas, le président de séance me demanda de prendre la parole au nom du collectif de typographes dont j'étais censé être le délégué, à Paris, vu que c'était mon métier dont j'avais parlé à mes nouveaux amis dockers. Je déclinai l'offre en affirmant que je voulais bien parler, mais à titre individuel et non point en tant que travailleur. L'étrangeté de ma demande en laissa plus d'un fort perplexe. Je n'insistais pas...